

Réchauffement climatique : la révolution monétaire

 alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/rechauffement-climatique-revolution-monetaire/00094103

Chronique

12/10/2020

Christian Chavagneux Editorialiste

Et si les banques centrales prenaient la lutte contre le changement climatique au sérieux au point d'en faire l'un des objectifs de la politique monétaire ? C'est en tout cas le plaidoyer qu'a livré Isabel Schnabel, une économiste allemande membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), dans un discours récent et décoiffant, qui a pris tout le monde de court.



Il faut dire que le moment est propice. Après la Fed, la banque centrale des Etats-Unis, la BCE est en train de travailler à sa revue stratégique, dont les résultats seront connus au milieu de l'année prochaine. Elle devrait plaider, comme de l'autre côté de l'Atlantique, pour une cible d'inflation de 2 % en moyenne sur plusieurs années.

De quoi permettre, comme la hausse des prix est faible aujourd'hui, d'accepter demain une inflation de 3-4 % pendant un moment, avant que la BCE ne commence à réfléchir à augmenter ses taux directeurs pour refroidir l'économie. Une petite révolution qui signe la fin d'un cycle, entamé dans les années 1970, fixant comme objectif une inflation basse à tout moment.

A lire Hors-série n°04 OBLIK - 10/2020

Révolution dans la révolution

Mais la révolution pourrait être encore plus... révolutionnaire ! Isabel Schnabel commence par rappeler que les effets du réchauffement climatique ne sont pas pour demain : ils sont déjà là. En 2018, les dommages aux installations physiques causés par le réchauffement représentaient 80 % des catastrophes assurées contre un peu moins de 40 % au milieu des années 1970. Côté boulot, la part des emplois dans les secteurs intensifs en carbone n'a cessé de diminuer au cours des vingt-cinq dernières années mais elle est encore élevée dans la zone euro avec pratiquement 40 % des emplois totaux contre 32 % aux Etats-Unis.

Alors que faire ? L'économiste allemande reste fidèle à sa formation initiale : elle plaide pour un prix mondial du carbone, en hausse, un marché financier européen plus intégré pour financer la transition et un investissement public de la part des Etats. Au passage,

elle moque les *ratings* (évaluations) des obligations vertes « *souvent incohérents, non comparables et, quelques fois, douteux* », ces appréciations « *portant le risque de greenwashing* ». C'est dit !

Mais elle sort également des sentiers battus en appelant à une réglementation environnementale stricte, car « *cela facilite la réallocation des ressources vers les secteurs verts pour en faire des moteurs de croissance* ». Avant de terminer par ses propositions les plus surprenantes pour l'orientation de la politique monétaire.

Réorienter les marchés vers le vert

« *En présence de défaillances de marché, la neutralité de marché peut ne pas représenter le principe adéquat pour une banque centrale quand le marché lui-même n'aboutit pas à des résultats efficaces* », dit-elle en langage d'économiste. Traduisons-la en français courant : les investisseurs font n'importe quoi en considérant qu'une entreprise brune a plus d'avenir qu'une entreprise verte, la banque centrale ne peut pas aller dans leur sens et doit intervenir pour changer tout ça !

| Selon Isabel Schnabel, les investisseurs font n'importe quoi en considérant qu'une entreprise brune a plus d'avenir qu'une entreprise verte

Mine de rien, cela change beaucoup de choses à la philosophie d'intervention de la BCE, qui considère que les marchés financiers ne font pas leur boulot et se propose d'intervenir pour remettre les choses à l'endroit. Comment ? La technicienne de banque centrale offre plusieurs pistes : quand la BCE achète des obligations d'entreprises, elle devrait exclure celles dont l'activité contribue au réchauffement climatique. Ou bien appliquer une décote plus forte quand une banque lui amène ce genre d'obligations pour avoir de l'argent de la BCE. Ce ne sont en tout cas pas les outils techniques qui manquent.

Ce qui compte, c'est d'intégrer la lutte contre le réchauffement climatique dans les objectifs de la banque centrale. Christine Lagarde, la patronne, y est favorable. Cela représenterait un soutien important de politique économique en faveur de la maîtrise du réchauffement. Et une vraie révolution monétaire.